



PAC

PORTER A CONNAISSANCE

La France est aujourd'hui la 6^e puissance économique mondiale. L'économie française est principalement une économie de services. Le secteur tertiaire (activités de services) représente plus de 75 % des emplois, contre 13 % environ pour le secteur secondaire (activités industrielles), environ 7 % pour la construction et 3 % pour le secteur primaire (agriculture, sylviculture et pêche). La population active est de plus de 28 millions, et le nombre d'emplois de plus de 25 millions. En 2013, le taux d'activité en France était de 71,1 %.

La dernière crise économique de 2008, a eu des répercussions importantes sur l'économie. De nombreuses réformes et relances ont été menées pour retrouver la croissance, créer de l'emploi, produire des richesses... La Picardie a aussi été fortement impacté par cette crise. Territoire historique de productions industrielles, la tertiarisation de l'économie ajoutée à cette crise a

entraîné un certain déclin. Aujourd'hui la région doit tirer profit de sa position géographique privilégiée entre l'Île de France et le nord de l'Europe, de son accessibilité par les nombreuses voies de communications qui la desservent et de son tissu économique en mutation, pour retrouver une forte croissance.

Les différentes collectivités qui la composent doivent mettre en œuvre leur politique économique, en particulier au travers de documents cadres, qui seront ensuite traduits et déclinés dans les documents d'urbanisme.

En effet, le code de l'urbanisme prévoit que les documents de planification prennent en compte le développement économique, en étudiant notamment les thématiques du commerce, du tourisme des loisirs ou encore des équipements et des services. Dans les différentes pièces des documents ces thématiques doivent être abordées.

FICHE

n° 2

Population active et emplois

Les données suivantes sont issues de l'INSEE (RP2012) et permettent d'avoir une vision de l'activité économique du territoire.

	Département de l'Oise	Saint-Rémy-en-l'Eau
Nombre d'emplois	274 437	41
Actifs ayant un emploi	342 846	198
Indicateur de concentration d'emploi	80,0	20,9
Taux d'activité parmi les 15 ans ou plus en %	61,1 %	65,1
Nombre de chômeurs	50 257	12
Taux de chômage en %	12,9 %	6

Établissements par secteur d'activité

La commune de Saint-Rémy-en-l'Eau appartient à l'aire urbaine des communes multipolarisées des grandes aires urbaines. Elle appartient à la zone d'emploi de Roissy - Sud Picardie

Les données suivantes sont issues de l'INSEE et permettent d'avoir une vision de l'activité économique du territoire, à partir des établissements recensés au 1^{er} janvier 2014 et des établissements créés en 2014 par secteur d'activité.

	Département de l'Oise		Saint-Rémy-en-l'Eau	
	Nombre	%	Nombre	%
Ensemble	37 081	100,0	11	100,0
Dont industrie	2 919	7,9	1	10
construction	5 192	14,0	2	20
commerce, transports, services divers	24 504	66,1	5	50
administration publique, enseignement, santé, action sociale	4 466	12,0	2	20
Création d'établissements en 2013	5 730	15,5	1	100

L'ÉCONOMIE

Équipements et services

La commune de Saint-Rémy-en-l'Eau concentre quelques équipements et services

- Gamme de proximité : 6

La gamme de proximité réunit les plus courants, tels que l'école élémentaire, la boulangerie ou le médecin généraliste

- Gamme supérieure : 1

La gamme supérieure regroupe des équipements plus rares comme les lycées, les établissements hospitaliers ou les hypermarchés.

La classification des principaux types d'équipements et de services par gammes (BPE 2013)			
Saint-Rémy en l'Eau			
Gamme de proximité : 6		Gamme supérieur : 1	
Services aux particuliers : 3		Transports et déplacements : 1	
Bureau de poste, relais poste, agence postale	1	Gare	1
Plombier, couvreur, chauffagiste	1		
Électricien	1		
Enseignement : 1			
École élémentaire	1		
Sports, loisirs et culture : 2			
Salle ou terrain multi-sports	1		
Terrain de grands jeux	1		

Zones d'activités économiques

Dans l'esprit des lois Grenelle et de la réduction de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers, les collectivités sont encouragées à prioriser le renouvellement urbain, le comblement des zones existantes et la réhabilitation de zones vieillissantes, avant de prévoir l'extension ou la création de nouvelles zones.

Une [publication du CEREMA](#) traite de la requalification des zones d'activités périphériques.

Le document d'urbanisme doit donc présenter un état des lieux complet des zones existantes (taux d'occupation, perspectives d'évolution, points forts, points faibles...) et justifier l'inscription d'extension ou de création de zones.

La prise en compte ou la compatibilité avec les documents de norme supérieure sur les aspects économiques doit être étudiée et justifiée.

La construction

Les trois tableaux ci-dessous détaillent les statistiques sur la construction neuve ces dix dernières années dans la commune établies à partir des déclarations de commencement de chantiers.

Ces statistiques sont extraites de l'application nationale Sit@del2 du ministère de l'Écologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement. Vous pouvez directement consulter la base de données nationale sur le site internet :

Année	Nombre de logements commencés				
	individuels purs	individuels groupés	collectifs	en résidence	total
2004	2	0	0	0	2
2005	/	/	/	/	/
2006	2	0	0	0	2
2007	0	0	0	0	0
2008	2	0	0	0	2
2009	0	0	2	0	2
2010	2	0	0	0	2
2011	1	0	0	0	1
2012	1	0	0	0	1
2013	0	0	0	0	0

Année	Surface de logements commencés (en m²)				
	individuels purs	individuels groupés	collectifs	en résidence	total
2004	203	0	0	0	203
2005	/	/	/	/	/
2006	152	0	0	0	152
2007	0	0	0	0	0
2008	277	0	0	0	277
2009	0	0	199	0	199
2010	209	0	0	0	209
2011	93	0	0	0	93
2012	93	0	0	0	93
2013	0	0	0	0	0

Année	Surface des locaux autres que logements commencés (en m²)	
	SHON commencée des locaux autres que logements	Dont SHON commencée locaux service public
2004	/	/
2005	/	/
2006	/	/
2007	/	/
2008	0	0
2009	510	0
2010	/	/
2011	0	0
2012	/	/
2013	142	142

(/ : Pas de données Sitadel)

